

LEGAZIONE DI SVIZZERA
IN ITALIA

1.C.4.

10.G.6.

Relations italo-suisse
et campagnes de presse.

R.G. no.6.

Rome, le 30 avril 1941.

In au C.T. de S.S.HI

1.S.HI

P-9.

Monsieur le Conseiller Fédéral,

J'ai l'honneur de me référer au R.G.no.5 de M. le Ministre Ruediger ainsi qu'à nos lettres des 22 et 26 concernant la campagne qui s'est poursuivie depuis une quinzaine de jours dans la presse et parfois dans la radio en Italie à l'égard des journaux suisses, avec des allusions à l'attitude de notre opinion et à la position de notre pays.

J'ai noté ces jours les entrefilets divers ci-joints dans les journaux romains, que je m'abstiens d'énumérer dans le détail. La dernière manifestation d'hier et d'aujourd'hui est la reproduction par la presse italienne du communiqué du "Deutsches Nachrichtenbüro" du 29 avril, ainsi que le compte-rendu, sous des titres divers, de l'article de M. Megerle dans la "Börsenzeitung".

La radio italienne du 29 au matin a également parlé du communiqué du D.N.B. Ce qui a particulièrement frappé l'opinion et alarmé les Suisses d'Italie, qui maintiennent cependant un calme très digne, mais préoccupé, c'est l'attaque acerbe et venimeuse prononcée d'un ton injurieux par le Conseiller national Ezio Maria Gray à la radio de Rome (E.I.A.R.) le dimanche 27 au soir, dans les commentaires des faits du jour. Après avoir répondu à la conférence journalière de presse à une question

Monsieur le Conseiller Fédéral P i l e t - G o l a z ,

Chef du Département Politique Fédéral,

B e r n e .

Dodis



LEGAZIONE DI SVIZZERA
IN ITALIA

- 2 -

concernant le commentaire à donner à cette apostrophe, que l'orateur n'avait point qualité officielle, l'Ambassadeur Rocco, Directeur général de la Presse étrangère, indiqua le lendemain à notre agent de presse qu'il ne fallait pas voir d'autres plans et intentions derrière la campagne visant les journaux suisses. Le collaborateur de M. Rocco s'occupant particulièrement des correspondants étrangers m'avait déjà donné une indication dans ce sens à la fin de la semaine dernière. Il est cependant difficile de ne pas donner le caractère d'une sorte de "Kraftprobe" politico-économique et de propagande aux manifestations qui se sont succédées depuis plus d'une décade.

Quant à Ezio Maria Gray, nous ne saurions oublier que, muni d'un passeport de service, il s'est rendu comme délégué de la Direction des Italiens à l'étranger, organe très officiel, pour prononcer le grand discours d'occasion à Zurich, le 23 mars, lors de la commémoration de la fondation des faisceaux de combat. Est-ce là qu'il recueillit la documentation tendancieuse et déplaisante de ses vitupérations, qui viennent malheureusement d'être reproduites sinon dans leur texte littéral, du moins dans leur contenu d'ensemble par la "Gazzetta del Popolo" de Turin?

Les avis recueillis auprès de nombreuses personnes italiennes, suisses ou du monde diplomatique et de presse étrangère ces derniers jours laissent l'impression qu'il s'agit plutôt d'une manifestation d'intimidation et de mise au pas avec des visées futures que de l'annonce de projets agressifs immédiats. Cependant, constatant les analogies et antécédents, beaucoup se demandent ce qui se cache la-dessous et ne voient certes pas de bons présages dans ces manifestations, qui sentent la "préparation d'un dossier" et la manoeuvre d'ensemble devant hâter les étapes sur des voies dangereuses pour notre pays.

J'ai pensé bien faire en demandant un entretien à un connaisseur éprouvé des choses suisses, lié avec diverses personnalités de chez nous, bien connu de la Légation, M. O. Koch, Ministre plénipotentiaire, qui dirige le Service de la propagande au Ministère de la Culture populaire et s'occupe des affaires culturelles italo-suisses. Cette entrevue m'a été fixée pour ce matin.

LEGAZIONE DI SVIZZERA
IN ITALIA

-3-

J'ai été reçu d'une manière extrêmement aimable et amicale par le Directeur général, auquel j'ai indiqué que je ne venais pas faire une démarche officielle, dont je n'avais point été chargé, mais m'entretenir avec l'ami de la Suisse et le chef du ressort important de la propagande au Ministère de la Culture Populaire relativement à la campagne qui dure depuis près de deux semaines et qui a pris une tournure si déplaisante. M. le Ministre Koch, préparé sans doute à cette conversation, m'a immédiatement répondu que, comme ami de la Suisse, il ne pouvait que souhaiter le maintien de relations aussi cordiales que possible. "Comme fonctionnaire, a-t-il ajouté, je puis vous dire à peu près ceci, mais à titre plutôt amical et privé, exprimant mes vues personnelles: Lorsque des actions militaires intenses se poursuivent, comme cela a été le cas dans les Balkans, avec des problèmes et des situations qui ont pu nous causer des anxiétés, certaines questions d'ordre général, politique ou de rapport avec d'autres pays passent forcément au second plan. Maintenant que les questions de la campagne de Grèce, de la Macédoine, du sort de la Yougoslavie, de l'Adriatique, très importantes, sont plus ou moins réglées, l'attention se porte vers d'autres secteurs et problèmes, dans l'attente des nouvelles actions qui feront, à leur tour, passer de nouveau leur examen à l'arrière plan, temporairement. Il est naturel que, vu l'augmentation de son expansion et forte de ses succès récents, l'Axe pose de nouveau la question des relations avec les pays qui, comme la Suisse, sont restés un peu à l'écart du mouvement et subsistent, en quelque sorte, comme une oasis de concepts et d'idées appartenant en partie à d'autres époques et situations. Ne voyez pas, dans la campagne actuelle, autre chose qu'un rappel à la Suisse que sa position vis-à-vis de l'Axe doit être examinée de nouveau dans le sens d'une adaptation un peu accélérée à la révolution

./.

LÉGATION DE SUISSE
EN ITALIE

-4-

européenne en cours. Nous savons que des efforts ont été faits dans ce sens, mais le mouvement gagnerait encore à être étendu et accéléré".

A ce moment, j'ai fait observer à mon interlocuteur que le commerce de la Suisse se déroulait en bonne partie avec les puissances de l'Axe et que, dans de nombreux domaines, une adaptation aux circonstances nouvelles pouvait être constatée. A propos de certaines insinuations faites et de certaines critiques indiquant que la Suisse se ferait le champion de concepts démocratiques anciens et dépassés, j'ai rappelé que notre démocratie populaire, parfaitement au courant des problèmes sociaux de l'heure, basée d'ailleurs sur des fondements chrétiens et des principes d'autorité, n'avait jamais été à considérer comme une dépendance de la démocratie égalitaire laïque française, avec ses tendances spécifiques. M. Koch était d'ailleurs convaincu de cette vérité.

A propos de la collaboration, je n'ai pas eu de peine à démontrer au Ministre que la Suisse collaborait manifestement à tous les problèmes de l'heure et à toutes les oeuvres internationales et que nous étions surpris que l'on puisse mettre cela en doute, comme cela a été fait dans certaines manifestations. Mon interlocuteur indiqua que, cependant, nous donnions évidemment l'impression, notamment à l'Allemagne, que nous voulions nous isoler dans des conceptions et un rôle particuliers qui, évidemment, seraient difficiles à maintenir à l'avenir en Europe, avec la prépondérance toujours plus grande de l'Axe dont lui, comme haut fonctionnaire, entrevoit naturellement la victoire. J'ai cru bien faire en rappelant au Ministre que la Suisse avait reçu des éloges unanimes, dans le monde entier, pour avoir su, après la dernière guerre, ne pas s'incorporer au "système de Versailles" des vainqueurs et en gardant une attitude indépendante, avec ses tâches fondamentales traditionnelles qui sont la préparation de la reprise des oeuvres

./.

LEGAZIONE DI SVIZZERA
IN ITALIA

-5-

de paix et de collaboration internationale dans tous les domaines. M. Koch a bien voulu reconnaître la justesse de cet argument, qu'il m'a promis de tenir présent, mais, a-t-il ajouté, "la guerre actuelle présente des différences avec le conflit mondial de 1914 en ce sens qu'il s'agit avant tout d'une révolution sociale et d'un mouvement dynamique gagnant toute l'Europe". Il a d'ailleurs admis que la Suisse ne saurait certainement être rangée parmi les "Etats ploutocrates" contre lesquels les nations plus pauvres se sont élevées, que notre peuple - qu'il connaît bien - a accumulé un certain bien-être uniquement par un labeur opiniâtre, une période de paix assurée par sa politique de neutralité, un esprit d'épargne et des vertus civiques.

Sortant de la poche quelques journaux de la Suisse romande, pris, comme je le lui ai dit, au hasard, je les ai montrés au Ministre Koch en lui demandant s'il voyait dans ces organes des dernières semaines de quoi justifier les violentes attaques dont nous avons été l'objet. M. Koch m'a répondu qu'il avait en effet suivi les journaux; sans se prononcer catégoriquement, il n'a point eu à avancer des critiques positives. Il a plutôt semblé vouloir indiquer que l'examen actuel de la position de la Suisse dans un sens critique s'était orienté, cette fois, dans des polémiques contre notre presse (même s'il n'y a pas eu ces derniers temps des articles ayant fait l'objet de reproches) comme une manifestation politico-psychologique d'ordre général. Il s'agirait en quelque sorte d'un déballage même de certains griefs plus anciens, qui se serait tourné cette fois-ci contre notre presse, pouvant se tourner une autre fois vers d'autres aspects de manifestations suisses.

La conversation est tout naturellement tombée sur la violente polémique oratoire d'Ezio Maria Gray, du 27 avril, et j'ai eu soin

./.

LEGAZIONE DI SVIZZERA
IN ITALIA

-6-

d'indiquer au Directeur général de la Propagande combien cette manifestation haineuse et, on peut le dire, grossière avait impressionné défavorablement nos compatriotes en Italie et provoqué leur inquiétude. J'ai demandé comment il voyait la chose. Le Ministre Koch répondit qu'il ne s'agissait pas de déclarations officielles, mais de commentaires des faits du jour. Je lui ai répliqué que ces commentaires ne pouvaient certainement pas être faits dans ce sens sans autorisation et approbation du Ministère. M. Koch dit qu'il s'agissait bien, comme on l'indiquait d'ailleurs, d'une chronique de M. Gray et que même si on lui avait dit de traiter le problème suisse dans un sens plutôt critique, la couleur donnée à la causerie et les termes qu'il employait étaient uniquement de lui et qu'il ne fallait pas voir dans cette manifestation une portée autre que celle de certaines critiques dans le cadre de l'examen de la position suisse.

Revenant sur cette question de la portée de la campagne, j'ai demandé au Ministre Koch son impression à cet égard. Il avoua de suite que le ton était donné par Berlin et que l'Italie, dans ces questions de l'organisation de l'Europe, ne pourrait pas opérer sur des plans et mouvements différents que ceux envisagés d'un commun accord avec l'Allemagne. Mais il a répété qu'il ne voyait pas dans les manifestations récentes une menace d'action directe, mais plutôt une préparation et un rappel à la Suisse, après une nouvelle série de victoires de l'Axe, de considérer à nouveau sa position et son adaptation.

En terminant, M. Koch m'a dit que comme avis concret, il pouvait encore ajouter ce qui suit : "La radio de Sottens, me semble-t-il, accueille et met trop en relief tous les communiqués de l'agence Reuter. Hier soir, par exemple, il n'y avait presque que des communiqués Reuter. Cela est un point dit en passant. La question sensible pour l'Italie est et demeurera le Tessin et j'ai déjà

./.

LÉGATION DE SUISSE
EN ITALIE

-7-

exprimé divers avis à ce sujet à M. le Conseiller fédéral Celio. Il subsiste dans les sphères dirigeantes des éléments connus de longue date pour leur hostilité de tous temps à l'égard de l'Italie et du régime, tandis que certains éléments, qui sont plus favorables, sont tenus à l'écart. Evitez tout ce qui peut donner lieu à des frictions ou conflits à la suite de ces deux facteurs, tâchant que les éléments hostiles à la collaboration avec l'Italie passent davantage dans l'ombre, tandis que les facteurs pouvant créer de bonnes relations soient plus mis en lumière". Je n'ai point commenté ces indications.

Pour conclure, j'ai prié le Directeur général de faire valoir auprès du Ministre Pavolini, revenu hier, les divers points et observations que, dans notre conversation personnelle et amicale, je lui avais exposés de mon propre chef à la suite des remarques faites ces dernières semaines; il m'a donné l'assurance qu'il donnerait suite à cette requête. J'ai naturellement exprimé l'espoir que ces attaques regrettables prendraient maintenant fin et que les critiques de presse, si elles devaient être faites, le seraient sur un ton plus amical et modéré.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma très haute considération.

Le Chargé d'Affaires a.i. de Suisse :

Amis H. Micheli

Annexes : " Popolo di Roma" du 29 avril
" Giornale d'Italia" du 29/30 avril
" Popolo di Roma" du 30 avril
" Messaggero" du 30 avril.

Il Popolo di Roma

29.4.1941.

UNA NOTA DEL «D. N. B.»

Preciso monito tedesco
alla stampa svizzera
per la sua avversione all'Asse

BERLINO, 28. — Il «DNB» comunica che alla Wilhelmstrasse si è constatato oggi come sia evidente che la stampa svizzera stia da qualche tempo facendo un crescente sforzo per irritare la Germania e l'Italia. Può venire un giorno o l'altro il momento in cui — è stato affermato alla Wilhelmstrasse — la Germania dovrà prendere in esame certi problemi connessi con l'atteggiamento della Svizzera. Quando tale occasione sorgerà, la Germania non mancherà di reagire in un modo che indurrà la Svizzera a meditare sulla sua presente condotta.

30 aprile 1941.

UN MONITO GERMANICO

La Svizzera invitata a meditare sulle catastrofi di altri popoli

(Nostro servizio particolare)

BERLINO, 29. - (U. C.). — Il collaboratore diplomatico della *Boersen Zeitung*, dott. Carlo Megerle, invita la Svizzera a « tenere presente la catastrofe jugoslava e a riconoscere quali conseguenze può portare una politica estera di governo in completa e pericolosa antitesi con la politica interna della stampa e dell'opinione pubblica ». Egli espone anche i pericoli della troppa libertà che si concede al pubblico, specialmente quando il governo permette che la popolazione venga istigata, da infusisti antitedeschi, ad emettere giudizi paragonabili ad un suicidio, sulla situazione propria e del mondo.

Il collaboratore ricorda come giornali importanti, partiti, organizzazioni ed anche singole persone, nella Svizzera, continuano a simpatizzare per i nemici dell'Asse. « I nemici della Germania — prosegue Megerle — vengono glorificati, i suoi amici perseguitati. E' stato inoltre iniziato un terrore morale contro i giornalisti svizzeri che recentemente sono stati ospiti del Reich, che sono stati persino chiamati « pellegrini della Germania ». Megerle si scaglia specialmente contro il prof. Carlo Barth, teologo tedesco emigrato recentemente in Svizzera, il quale gira per tutte le città della Confederazione — afferma Megerle — predicando, sotto il manto di conferenze teologico-religiose, il suo odio contro la Germania.

Sono note le relazioni di questo teologo col Terzo Reich. Se le autorità svizzere permettono a lui e ad altre persone di aizzare la pubblica opinione svizzera contro la Germania, non vi è più da discutere con la stampa svizzera sul concetto della neutralità. Si tratta

di riconoscere che evidentemente sembrano prevalere quelle forze che vogliono destare l'impressione che la Svizzera possa essere un Cantone malsicuro nella nuova Europa, e che voglia essere un nemico della Germania.

« Nello stesso modo — afferma Megerle — ha avuto inizio il processo di distruzione della neutralità, della fiducia e della rettitudine nella politica estera, in altri Stati ».

A questo proposito Megerle ricorda le severe parole pronunciate ultimamente dalla stampa italiana. Qualunque svizzero che abbia un po' di coscienza e che ragioni, sa che la situazione del suo Paese non permette il lusso di simili divagazioni in politica estera.

« La situazione è diventata così insopportabile — conclude Megerle — che non può più essere accettata alcuna tergiversazione sulle libertà democratiche, sulle sottigliezze di interpretazione della neutralità, e specialmente sulle differenze tra la corretta posizione del Governo e le libere espressioni della cosiddetta opinione pubblica. Si afferma piuttosto che la Svizzera conta come un tutto unico, e che anche per essa vale quello che Bismarck disse una volta, a proposito di alcuni vetri rotti da singoli individui: « alcuni li hanno rotti, ma tutti li devono pagare cari ».

Diffida alla stampa svizzera

BERLINO, 29. — Il *D.N.B.* comunica che alla Wilhelmstrasse si è constatato ieri come sia evidente che la stampa svizzera stia da qualche tempo facendo un crescente sforzo per irritare la Germania e l'Italia.

Può venire un giorno o l'altro in cui — è stato affermato alla Wilhelmstrasse — la Germania dovrà prendere in esame certi problemi connessi con l'atteggiamenti della Svizzera. Quando tale occasione sorgerà, la Germania non mancherà di reagire in un modo che indurrà la stampa svizzera a meditare sulla sua presente condotta.

Il Popolo di Roma,

30 Aprile 1941.

La stampa svizzera

Ripetutamente infine la stampa del Reich ha dovuto in prosieguo di tempo rintuzzare l'atteggiamento antineutrale di una gran parte della stampa svizzera, richiamando l'attenzione di quelle autorità sul pericolo di lasciare le briglie sul collo alla più sfrenata libidine antitedesca e antiassie, di certi ambienti elvetici, alimentata oltre tutto — a non dire di chissà quanti altri zampini — dal fuoruscitismo, in pieno contrasto con l'ufficiale atteggiamento neutrale della Confederazione.

Che questi moniti non siano mai riusciti finora a raggiungere il ben-

chè minimo risultato, lo dimostra la persistente condotta di importanti organi di stampa, di organizzazioni di partiti e di personaggi dirigenti la vita pubblica svizzera, che non cessano di abbandonarsi alla più sfrenata e incessante opera di aizzamento e di odio contro la Germania, esaltando tutti i momenti i suoi nemici e perseguitando i suoi amici e attraversando infine in tutti i modi col proprio corpo ogni inizio e ogni possibilità di intesa di pubbliche opinioni, che sola potrebbe essere la base di quei rapporti di comprensione che non potranno a meno di caratterizzare l'Europa di domani.

A un rinnovato monito in questo senso dà motivo oggi da parte del collaboratore diplomatico della «Boersen Zeitung», l'attività del teologo evangelico Carlo Barth, uno svizzero per altro già residente e presente in Germania prima della guerra, il quale in affollatissime conferenze e in opere propagandistiche di ogni genere si abbandona colà, sotto il mantello della sua professione religiosa, alla più sfrenata opera di istigazione all'odio internazionale antigermanico e antieuropeo nel lato senso della parola.

In una sua recente conferenza il teologo è arrivato a tale eccesso di trasporto aggressivo contro la Ger-

mania, che un giornale svizzero stesso si è rifiutato di farne il resoconto per incompatibilità — come ha scritto — con l'atteggiamento neutrale del paese.

Cogliendo l'occasione da tali manifestazioni l'autorevole organo tedesco, che abbiamo citato, rinnova alle autorità della Confederazione il monito del grave pericolo di lasciare aprirsi una così stridente voragine tra la neutralità ufficiale del Paese e l'atteggiamento della sua pubblica opinione; voragine in cui troppi Stati, ultimo lo Stato jugoslavo, per propria imprudenza sono precipitati.

Il giornale ricorda come recentemente anche la stampa italiana abbia dovuto richiamare l'attenzione delle autorità svizzere su tali eccessi, ogni giorno di più intollerabili. Nulla è più pericoloso e assurdo che la pretesa di certo equilibrio impossibile sulla corda di una differenza inesistente nello stato moderno tra la pubblica opinione e l'opinione ufficiale: troppi saltimbanchi sono precipitati già da questa corda; e il minimo degli inconvenienti di tale condotta statale è quello — ricorda il giornale — additato una volta da Bismark, quando disse di certi vetri di finestre che, rotti da pochi, finiscono poi fatalmente per essere pagati da tutti.

Giuseppe Piazza

Il Messaggero,

30 Aprile 1941.

La Svizzera si ostina a vivere in posizione equivoca

Berlino, 29 notte.

La catastrofe jugoslava — scrive la *Boersen Zeitung* — ha dimostrato quali irreparabili conseguenze possa avere una malsicura situazione politica lasciata in ballia della politica estera di un Governo non in accordo con l'attività interna della stampa, a sua volta in contrasto con la pubblica opinione. E ciò dovrebbe dare da pensare a qualche Stato che ancora vuol vivere nell'equivoco come è, ad esempio, il caso della Svizzera.

Il giornale cita, a questo proposito, l'attività di un certo numero di giornalisti elvetici che vivono e di conseguenza scrivono sotto l'impressione di un ipotetico terrore morale germanico, e di certe personalità, quali ad esempio il prof. Barth, che pubblicamente svolgono attività antitedesca. Tutto ciò è in contrasto con quella che è l'attuale situazione politica europea e con la linea che dovrebbe giudiziosamente seguire la Svizzera specie tenendo presente la sua situazione geo-politica.

Il giornale conclude notando che, ad ogni costo, la Svizzera si sforza di essere un angolo non tranquillo di questa già tanto tormentata Europa, volendo ad ogni costo apparire come un piccolo nemico della Germania e termina con l'ammonimento che un tale atteggiamento, se continua, non potrà portare che a risultati non difficili ad immaginare. (Stefani).